

Mobilizon : Finançons un outil pour sortir nos événements de Facebook !

Nous avons moins de 60 jours pour [financer Mobilizon](#). Moins de 60 jours pour faire connaître notre projet d'**alternative libre et fédérée aux événements Facebook** ; et pour savoir à quel point nous devons nous y investir.

Changer le logiciel de celles et ceux qui changent le monde ?

Des marches pour le climat organisées sur Facebook aux hackathons de logiciels libres qui se font grâce à Meetup : pour changer le monde, les utopistes (comme nous !) s'organisent bien trop souvent sur les plateformes centralisées des géants du web.

On ne va pas répéter ici à quel point cliquer sur « *Je participe* » à un événement Facebook « *Barbecue végan de la justice sociale* » pose de nombreux problèmes : cela en dit [bien plus sur soi qu'on ne l'imagine](#), donne [un pouvoir conséquent aux publicitaires qui paient Facebook](#) et enferme la communauté de l'événement dans [un outil qui l'empêchera de s'auto-gérer](#) et donc de perdurer.

Et c'est sans compter sur les règles d'utilisation de ces plateformes, qui peuvent mener à une fermeture, du jour au lendemain, sans aucune justification, d'un groupe ou d'une communauté, et dont la structure centralisée forme un potentiel guichet unique pour les agences de renseignement et des pirates mal intentionnés.

Lecteur vidéo00:0000:16

Maquette d'une page « événement » dans Mobilizon

Chez Framasoft, on s'est dit qu'il fallait prendre le temps de réfléchir à une alternative qui puisse changer la donne. Nous venons de passer quelques mois, avec l'aide de deux designers ([Marie-Cécile Paccard](#) et [Geoffrey Dorne](#)) à écouter des militant·e·s pour mieux cerner leurs pratiques numériques. Nous avons cherché à quoi pourrait ressembler un outil qui rendrait vraiment le pouvoir aux personnes, aux groupes.

L'outil que les entreprises du capitalisme de surveillance ne feront pas

Si on y réfléchit, c'est hyper contraignant de créer un outil *juste* pour aspirer et vendre les données du monde entier... À partir

du moment
où l'on n'a pas besoin (ni envie) de pister les gens ou de
maintenir un
modèle économique inéquitable, on peut imaginer un outil qui
fait la
différence.

1. Un outil qui, même basique, nous rend libres

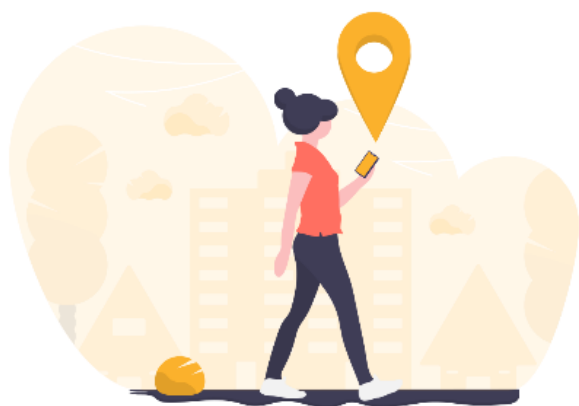
La dernière chose dont Meetup, Eventbrite ou Facebook ont
envie,
c'est que nous nous passions d'eux, que l'on puisse prendre
leur place,
et que l'on **crée notre propre plateforme de publication
d'événements**. C'est la première des libertés qu'offrira
[Mobilizon](#) : échapper à l'emprise de ces plateformes à but
lucratif.

Bien entendu, tout le monde ne va pas aller l'installer sur un
serveur informatique, et monter son propre [Mobilizon](#).
Mais il est essentiel qu'une communauté, un syndicat, une ONG,
un
mouvement, une fédération... que n'importe quel collectif puisse
s'émanciper librement des plateformes avides de données.

C'est comme le fait de rendre public le code source, la
« recette de
cuisine » du logiciel : tout le monde ne sait pas le lire,
mais c'est un
gage de transparence et d'ouverture. Si l'équipe qui le
développe fait

des choix qui ne me conviennent pas, je peux monter ma propre équipe pour expérimenter d'autres choix, et une autre gouvernance.

Palier n°1
20 000 €



Mobilizòn
Libre & basique

- Publication d'événements
- Étude des usages
- Conception graphique
- Code libre & documenté

2. Un outil qui émancipe en fédérant

Seulement voilà : si mon université crée son instance *MobilizTaFac* d'un côté, et que mon mouvement pour le climat crée son instance *ÉcoMobilizés* de l'autre, est-ce que je dois créer un compte sur chaque site, histoire de me tenir au courant des rassemblements prévus ?

Non : ce serait, selon nous, un gros frein à l'usage. C'est pour cela que nous souhaitons que [Mobilizon](#) soit fédéré : chaque instance (site de publication d'événements) propulsée par [Mobilizon](#) pourra alors choisir d'échanger avec d'autres instances, d'afficher plus d'événements que « juste les siens », et de favoriser les interactions. Le protocole de

fédération, basé sur le standard de communication le plus répandu (nommé [ActivityPub](#)), permettra en plus, à terme, de tisser des ponts avec [Mastodon](#) (l'alternative libre et fédérée à Twitter), [PeerTube](#) (alternative à YouTube), et bien d'autres outils similaires.

Cependant, le concept de fédération n'est pas une baguette magique.

Au contraire, l'adopter demande encore plus d'efforts : afficher sa politique de modération, communiquer avec les personnes inscrites sur son serveur, choisir avec qui on se fédère ou non, appliquer ses obligations légales (ou pratiquer la désobéissance civile)... Un [Mobilizon](#) émancipateur devrait, à notre sens, faciliter ces relations entre les personnes qui ouvrent leur hébergement aux inscriptions, et celles qui leur confient leurs données.

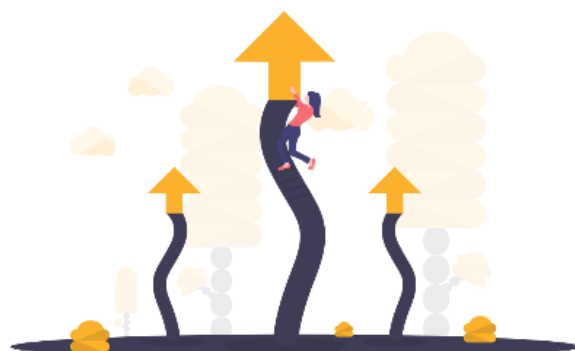
Mobilizon

Émancipateur & fédéré

- Fédération et connections
- Outils d'administration
- Instance de test/démo
- Intégration d'ActivityPub

Palier n°2

35 000 €



3. Un outil qui, dans l'idéal, est convivial

Dans l'idéal, [Mobilizon](#) ne nous libère pas seulement des événements Facebook : il nous libère aussi de ses groupes. Et pour avoir des groupes conviviaux, il faut imaginer des outils de messagerie, des outils de modération, bref : de nombreuses fonctionnalités qui nous rendent autonomes.

Car un outil convivial est un outil qui nous laisse le pouvoir, qui nous rend le contrôle. C'est un outil qui laisse chaque groupe s'organiser comme il le souhaite. Dans l'idéal, [Mobilizon](#) offre aux groupes un espace pour afficher des liens vers ses outils de collaboration numérique, quels qu'ils soient, même des google docs (mais franchement, nous on pense que [Framapad](#), c'est mieux :p).

Un autre exemple de reprise de pouvoir : si je veux que ma famille, qui m'invite à l'anniversaire du petit dernier, voie mon engagement militant (disons pour une marche des fiertés), mais pas mes activités culturelles (disons de danse folklorique), je dois pouvoir le maîtriser.

Dans l'idéal, [Mobilizon](#) permet à chaque compte de **se créer plusieurs identités pour cloisonner ses groupes et ses activités comme on le désire.**

Palier n°3
50 000 €



Mobilizon
Idéal & convivial

- Gestion des groupes
- Messagerie
- Multi-identités
- Affichage d'outils externes

4. Un outil qui, à terme, est durable et résilient

Un logiciel est un outil en perpétuelle évolution. Certes, produire une première version stable est un défi en soi. Mais c'est aussi **le premier pas d'un cheminement plus long**, où l'on découvre des usages et pratiques qui n'étaient pas anticipées, que l'on peut accompagner.

Il existe, d'ores et déjà, de nombreuses évolutions possibles pour [Mobilizon](#) : faciliter la géolocalisation et la cartographie, développer une application mobile, améliorer l'ergonomie et les interfaces... Quelles autres idées l'intelligence collective produira-t-elle quand [Mobilizon](#) sera opérationnel et utilisé ?

Seulement voilà, **entretenir et faire grandir un commun**, cela demande **du soin, du temps et de l'attention**.

Si vous nous en donnez les moyens, la somme récoltée au-delà des 50 000

€ nous permettra de nous projeter sur le long terme et d'envisager les

développements après la sortie de la version 1.0.

Mobilizon

Durable & résilient

- Financer au-delà de la V1
- Cartographie avancée
- Évolution des interfaces
- Application mobile

et au delà...?



Quels moyens se donne-t-on pour produire Mobilizon ?

Créer un tel outil, sans autre but que celui de construire un commun

numérique, cela demande du temps, de l'implication et des moyens. Chez

Framasoft, nous sommes persuadé·e·s

de l'importance que Mobilizon peut avoir, à terme, pour de nombreuses

communautés. Mais nous travaillons déjà sur de très nombreux

projets et manquons de temps et d'argent pour tout faire... Ainsi, **nous ne nous lancerons pas sans avoir un signal fort que cet outil est désiré.**



Un objectif, 3 paliers, 57 jours pour faire la différence !

Nous venons d'ouvrir une collecte sur joinmobilizon.org.
Nous nous sommes donné 60 jours pour savoir à quel point notre démarche sera soutenue. Concrètement, plus vous donnerez, plus cela nous impliquera durablement dans le développement de Mobilizon.

Nous avons défini les budgets suivants :

- **20 000 €** – *Mobilizon libre et basique*, où nous rentrerons dans nos frais et livrerons le code et les travaux de design à la communauté après la sortie de la version 1 ;

- **35 000 €** – *Mobilizon émancipateur et fédéré*,
où nous pourrions en plus implémenter le protocole de
fédération
ActivityPub et tous les outils qui vont avec, dont une
instance de test
pour démonstration ;
- **50 000 €** – *Mobilizon idéal et convivial*
qui, en supplément du reste, inclura directement
l'ensemble des
fonctionnalités dont nous rêvons pour la version 1
(groupes, messagerie,
multi-identité, affichages d'outils externes) .
- **au-delà** – *Mobilizon durable et résilient*,
dont le développement pourra être maintenu et amélioré
par Framasoft au
delà de la version 1, avec des fonctionnalités avancées.

Dès aujourd'hui, et jusqu'au 10 juillet, tout don fait à Framasoft via la page joinmobilizon.org sera comptablement attribué au projet Mobilizon. Au 10 juillet, suivant le montant qui aura été atteint, nous nous consacrerons à développer le [Mobilizon](#) que vous aurez soutenu. Nous prévoyons la sortie d'une version bêta pour l'automne 2019, et une version 1 pour le premier semestre 2020.

Lecteur vidéo00:0000:10

Maquette d'une page « groupe » dans Mobilizon

Vous avez moins de 60 jours pour déterminer notre implication

Nous avons donc besoin de votre aide. Ensemble, nous avons moins de

60 jours pour proposer et expliquer ce projet aux communautés associatives, culturelles et militantes en France et à l'étranger. Moins

de 60 jours pour les convaincre de l'importance de soutenir [Mobilizon](#), sans tomber dans le piège des raccourcis faciles des « ça va remplacer Facebook » (cela *peut* remplacer la gestion d'évènements de Facebook) et autres « ceci est une révolution » (nous ne sommes *pas* une startup, et n'avons *pas* pour vocation de remplacer tous les usages !).

Il va donc falloir prendre le temps de parler, d'échanger, d'écouter...

pour convaincre sans charmer ni imposer une quelconque autorité. Car

Mobilizon ne sera pas une recette miracle et instantanée : c'est **un premier pas vers plus d'indépendance, une aventure qui va évoluer sur la durée**, et que nous avons souhaité démarrer **avec vous**.

Jusqu'où irons-nous ? C'est désormais entre vos mains... à vous de [vous Mobilizer](#) !

Les Humanités numériques

Nous vivons un moment particulier de notre histoire, une révolution est à l'œuvre qui bouleverse notre quotidien, nos vies personnelles, notre rapport au monde, à l'information, à la démocratie. Il est même parfois souvent question d'identité. Cette révolution dite numérique nous est cependant imposée par des entreprises sans que nous ne nous soyons, à aucun moment, concerté.e.s. Tout juste avons-nous le temps de nous adapter à ces nouvelles pratiques que d'autres surgissent et s'imposent à tous et toutes sous prétexte de modernité. Nous pouvons décrypter notre société en analysant la place sociale du numérique, la manière dont il est régi politiquement et les incidences sociétales de ces choix politiques.

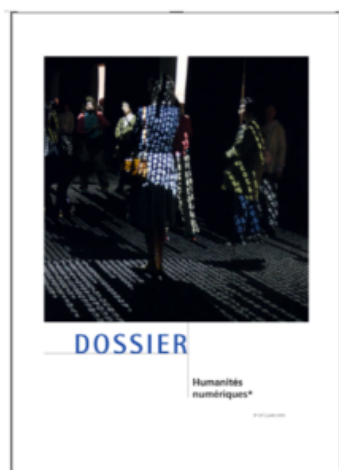
Le numérique est un fait social total, car il déstabilise nos sociétés, réinterroge nos identités individuelles et collectives, notre rapport à l'espace, au temps, à l'autre mais aussi les conditions de production et de diffusion des savoirs.

Quel sens donner au numérique aujourd'hui et plus particulièrement dans les pratiques éducatives ? Les transformations culturelles et les révolutions pédagogiques liées au numérique nous inscrivent dans une réflexion sur ce récent concept des humanités numériques.

« Les humanités numériques sont un domaine de recherche, d'enseignement et d'ingénierie au croisement de l'informatique et des arts, lettres, sciences humaines et sciences sociales. Elles se caractérisent par des méthodes et des pratiques liées à l'utilisation des outils numériques, en ligne et hors ligne, ainsi que par la volonté de prendre en compte les nouveaux contenus numériques, au même titre que des objets d'étude plus traditionnels. Les humanités numériques s'enracinent souvent d'une façon explicite dans un mouvement en faveur de la diffusion, du partage et de la valorisation du savoir. »

(Wikipedia)

Ce dossier nous propose de faire un pas de côté, de prendre le temps de mettre en résonance les axes philosophiques, politiques et éthiques de la question de l'éducation et du numérique en lien avec les pratiques défendues et portées par les Ceméa France et la Fédération Internationale des Ceméa. Nous croyons à notre capacité collective à transformer les milieux et les institutions par la mise en action des individus, à l'importance essentielle de garantir l'autonomie de ces mêmes individus, et de leur permettre de décider librement de leur destin collectif. Le contrôle démocratique de ce monde numérique et des usages qui s'y déploient devient un enjeu central. Libre, solidaire et décentralisé, nous tenterons dans ces pages d'en décrire les contours.



dossier coordonné par
Sonia Chebbi
déléguée permanente
de la Ficeméa et
Pascal Gascoin
chargé de mission éducation-
numérique aux Ceméa

Attaquons les GAFAM et leur monde

17 avril 2018 – Nous avons lancé hier notre campagne d'actions de groupe contre les GAFAM. Jusqu'au 25 mai (jour du dépôt des plaintes devant la CNIL) toute personne vivant en France peut nous rejoindre sur gafam.laquadrature.net. C'est sur la base de ces premières actions que nous pourrons, sur le temps long, déconstruire méthodiquement le monde qu'ils tentent de nous imposer.



Nous n'attendrons pas le 25 mai, jour d'entrée en application du règlement général sur la protection des données ([RGPD](#)), pour agir. **Nous n'avons plus à attendre.**

Ce règlement européen (que nous avons ardemment défendu il y a 3 ans) nous donne enfin l'opportunité de renverser la **grande farce** sur laquelle les GAFAM ont construit leur monde : le « consentement » que nous leur donnerions, pour qu'ils sondent notre esprit et influent nos volontés, ne vaut rien. Il est vulgairement monnayé contre l'utilisation de leurs sites et applications.

Or, le droit européen est maintenant clair : un consentement monnayé, bradé, ne vaut rien et ne suffit plus à rendre légale leur surveillance de masse¹. Ce « **consentement** » **de paille** ne saurait

donc plus longtemps servir d'alibi à Zuckerberg et aux autres pour nous rendre responsables de la perte de notre vie privée et de la destruction de nos liens collectifs.

Nos actions de groupe se baseront sur ce seul argument juridique, la fausseté du consentement, car il attaque à sa racine le monde ultra-centralisé (pour eux) et individualiste (pour nous) qu'ils espèrent pouvoir imposer.

Notre campagne de 40 jours consacrera chaque semaine à chacun des GAFAM, pour comprendre la spécificité de l'emprise de chacun d'eux. Mais ce n'est qu'une première étape : **les GAFAM ne sont que le symbole d'un monde** qu'il faudra, une fois cette étape passée, déconstruire méthodiquement : contre leurs alliés (sites de presse ou [du gouvernement](#)), qui diffusent leurs mouchards partout sur Internet, contre les administrations avec lesquelles ils vivent le grand amour et contre toutes les entreprises - notamment françaises - qui ont embrassé leurs ambitions de manipulation de masse, [Criteo](#) en tête.

Cette première étape doit donc être la plus puissante possible, car **c'est d'elle que partira le reste.**

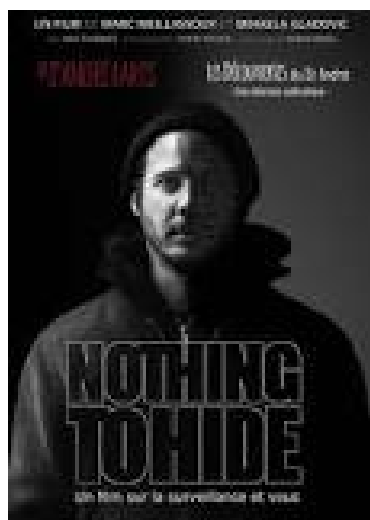
Puissante comment ? En **mettant la CNIL au pied du mur.** En déposant sur son bureau une plainte réunissant tant de personnes qu'elle ne pourra pas refuser de la traiter avec la fermeté requise sans perdre toute légitimité. Et le nouveau règlement lui donne enfin les moyens de cette fermeté : des amendes de 4 % du chiffre d'affaire mondial.

Que ce soit clair : cette première étape est si décisive que nous ne pouvons entièrement la laisser dans les mains de la CNIL. Si, au **3 septembre**, elle n'a encore entamé aucune démarche, nous porterons nos actions devant l'**autorité judiciaire**, civile ou pénale, qui a elle aussi le pouvoir de nous défendre.

Enfin, comprenons bien que ces actions auront nécessairement une **répercussion européenne**, si ce n'est mondiale. Le processus de coopération entre les différents États membres de l'Union européenne prévu par le nouveau règlement impliquera manifestement que nos actions soient, en fin de course,

tranchées au niveau européen. Nous invitons donc les populations de chaque État membre à reprendre l'initiative entamée en France dans leur pays : **nos actions se retrouveront au sommet !**

Un film à ne pas manquer : Nothing to hide



Êtes-vous vraiment sûr de n'avoir "rien à cacher"?

Que peuvent savoir Facebook ou Google de vous en seulement 30 jours? Votre orientation sexuelle? Vos heures de lever et de coucher? Votre consommation d'alcool et vos infractions pénales? Votre niveau de richesses et votre solvabilité? Marc Meillassoux et Mihaela Gladovic ont fait l'expérience en hackant l'Iphone et l'IMac d'un jeune artiste n'ayant « rien à cacher » pendant un mois. Un hacker et une analyste ont pour mission de deviner qui est ce jeune homme et s'il n'a véritablement "rien à cacher". Celui-ci est loin de se douter où l'expérience va le mener ...

Voir le film [ici](#)

Moi je m'en fous ! J'ai rien à cacher !

Par les Ceméa France

Regardons-y d'un peu plus près.

Voici quelques affirmations auxquelles nous vous proposons de réagir avant de lire les réponses.

– Il est parfaitement possible, à n'importe quel individu, de reconstituer la vie d'une personne postant régulièrement sur le net sans enfreindre aucune loi !

En 2009, il y a déjà 8 ans, le journal le Tigre postait cet article très remarqué : «Bon anniversaire Marc !» Dans cet article qui reprenait toutes les informations laissées par Marc.L sur le Net, on apprenait ainsi qu'il travaillait pour un cabinet d'architectes situé dans la région nantaise. Ses vacances, ses ex, une grande partie de sa vie était ainsi dévoilée. Tout ceci sans enfreindre aucune loi !
A lire ici : <http://www.le-tigre.net/marc-l.html>

– Il est possible, à partir d'un compte Gmail de reconstituer les trajets d'une personne utilisant un «smartphone» ayant activé son GPS !

Vous avez un compte Gmail ? Essayer donc de vous connecter à l'adresse suivante pour vérifier :

<http://maps.google.com/locationhistory>

Ne soyez pas surpris si dans quelques mois, votre assureur auto vous propose d'adapter votre

contrat à vos habitudes de conduite. Sous couvert de prévention routière, plusieurs assureurs recommandent (dans peu de temps vous y serez incités financièrement) d'utiliser l'application GPS Waze (propriétés de Google depuis 2013). Outre les publicités ciblées et géolocalisées que vous ne manquerez pas de recevoir directement sur le GPS, votre assureur aura désormais accès à toutes les données concernant votre conduite (trajets, fréquence, vitesse etc.

<http://comparer-les-assurances-auto.com/actualite/236/waze-et-les-assureurs>

<http://www.vivre-gmf.fr/engagements/waze-et-gmf-pour-une-route-plus-sure-cet-ete>

– Désolé, Madame, Monsieur. Nous ne pouvons vous accorder le prêt bancaire demandé, notre algorithme vous signale comme une personne à risque !

Quoi de mieux pour vous connaître que de scruter le net ? Facebook mais aussi d'autres sociétés proposent d'ores et déjà des algorithmes aux banques capables de prédire votre capacité à rembourser ou non !

<http://www.actions-finance.com/facebook-banque/>

<http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/des-banques-scrutent-les-profils-facebook-avant-d-accorder-un-credit-2612/>

Plus simplement encore, attention aux applications smartphones souvent très intrusives...

<https://korben.info/cic-violence.html>

– Un réseau social est capable de prédire notre comportement et nous protéger de nous même, par exemple en cas de tendances suicidaires !

Facebook utilise un kit capable de détecter des comportements laissant présager des tendances dépressives et vous interpelle ainsi que vos amis.

http://www.liberation.fr/societe/2015/03/02/facebook-teste-un-kit-anti-suicide-pour-ses-utilisateurs_1212562

Cette analyse comportementale est appliquée ici à la prévention du suicide. Imaginons maintenant un algorithme du même type capable par exemple de détecter des tendances homosexuelles, utilisé dans des pays qui les condamnent et persécutent ces personnes.

- Gmail se propose de répondre à vos mails à votre place !

Puisque que Google a accès à votre liste de contacts, à votre agenda, lis vos mails etc. et sait donc quel type d'écriture vous adoptez en fonction de votre interlocuteur, quel soulagement de le laisser répondre lui mail aux mails que nous n'arrivons plus à gérer nous même !

<http://www.lesnumeriques.com/vie-du-net/inbox-smart-reply-google-repond-a-vos-mails-a-votre-place-n46905.html>

<https://research.googleblog.com/2015/11/computer-respond-to-this-email.html>

Et d'ailleurs, pourquoi se limiter simplement à un mail ? Grace à «Google assistant» vous pourrez lui demander (y compris vocalement) de choisir un film pour vous, un cadeau pour vos amis etc. il vous connaît si bien que son choix ne pourra qu'être judicieux !

<https://www.presse-citron.net/google-assistant-cest-comme-google-now-mais-en-mieux/>

et pour celles et ceux qui parlent anglais, une petite démo ?

<https://assistant.google.com/>

- A partir des objets connectés comme par exemple les montres, des entreprises comme Apple collectent des informations précieuses sur mon état de santé !

Rythme cardiaque, température corporelle, poids, activités physiques toutes ces données sont accumulées par ces objets connectés que commencent à nous recommander certaines mutuelles.

Vous êtes déjà demandé ce que peuvent devenir ces informations personnelles ?

<http://www.adpassurances.fr/articles/iwatch-apple-compte-t-il-vendre-vos-donnees-aux-mutuelles-sante.html>

Et pendant qu'on y est, puisque nous sommes si bien connus, pourquoi ne pas tout simplement se substituer à notre médecin et nous prescrire des traitements ? Ce serait faire preuve de mauvais esprit que d'imaginer qu'il puisse y avoir un terrain d'entente avec les entreprises pharmaceutiques...

http://www.huffingtonpost.fr/2014/10/13/sante-google-chat-medecins-internautes_n_5975310.html

Résumons-nous :

Toutes ces entreprises savent donc

- qui je suis
- où je vis, où je travaille, vais en vacances, en week-end, comment je me déplace,
- qui sont mes amis, mes contacts etc.
- lisent mes emails et ont accès à mon agenda.

Elles connaissent aussi :

- mon CV, mon parcours professionnel et très bientôt mon parcours scolaire,
- mes goûts musicaux, culinaires, littéraires, artistiques, etc...
- mon état de santé,
- mes capacités financières,
- sont capables de prédire certains de mes comportements, et de les influencer, etc etc...

et bien entendu, elles n'en font aucun usage lucratif !

Mais, je m'en fous ! j'ai rien à cacher !

- Si finalement vous considérez que c'est quand même un peu trop, voici quelques pistes à explorer et à recommander :

L'incontournable site de la CNIL : <https://www.cnil.fr/>

Ainsi que «internet sans crainte» :

<http://www.internetsanscrainte.fr/>

Pour aller encore un peu plus loin et agir :

Le site de nos amis Framasoft , Dégooglisons internet :

<https://degooglisons-internet.org/>

Un ouvrage de Christian MITOT (actuellement Chief Product Officer de Cozy Cloud, créateur de Mozilla Europe et membre du Conseil National du Numérique). Cet ouvrage aide non seulement à poser un regard lucide et analytique sur la société de surveillance dans laquelle nous vivons mais offre aussi des moyens de reprendre le contrôle de notre vie numérique.

Surveillance:// Les libertés au défi du numérique : comprendre et agir

<http://cfeditions.com/surveillance/>

«Google, un nouvel avatar du capitalisme, celui de la surveillance».

Un essai remarquable de Shoshana Zuboff, professeur émérite à Charles Edward Wilson,

Harvard Business School. Cet essai a été écrit pour une conférence en 2016 au Green Templeton

College, Oxford. L'article original en anglais paru dans le

Franfurter Allgemeine Zeitung : The Secrets of Surveillance Capitalism a été traduit par nos amis de Framasoft sur cette

page :

<https://framablog.org/2017/03/28/google-nouvel-avatar-du-capitalisme-celui-de-la-surveillance/>

Et pour finir, Citizenfour, un film documentaire réalisé par Laura Poitras , sorti en 2014. Il traite des révélations d'Edward Snowden sur le scandale d'espionnage mondial de la NSA

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Citizenfour>

Voir la bande annonce :

https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/cd/CITIZENFOUR_

[%282014%29_trailer.webm](https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/cd/CITIZENFOUR_2014%29_trailer.webm)

«Prétendre ne pas s'inquiéter pour sa vie privée parce qu'on n'a rien à cacher revient à dire qu'on se moque de la liberté d'expression parce qu'on n'a rien à dire.»

Edward Snowden

L'abus de Google à l'École peut nuire gravement à notre société...

Par les Ceméa France et la Ficeméa

L'éducation est un terrain de jeu mondial fructueux pour les grands groupes du numérique nommés les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et d'autres en quête de nouveaux marchés à conquérir. Cette transformation des systèmes éducatifs touche tous les pays du monde. Face à ce phénomène, la fonction de l'État devrait être de réguler les services éducatifs, de s'assurer que ces nouveaux supports et usages numériques bénéficient à l'intérêt public, aux services des élèves des professeur.e.s et des acteurs socio-éducatifs. Ce faisant, les usages du numérique devraient s'inscrire dans une politique publique en tant que bien commun.

L'exemple de ce qui se passe actuellement en France illustre tristement cette dérive mondiale et est de nature à sonner une nouvelle fois l'alarme ! Le ministère de l'éducation nationale français propose de donner accès aux données numériques des élèves et des enseignant.e.s aux GAFAM . Ainsi, il deviendrait le partenaire de ces groupes et ouvre les portes à l'introduction des GAFAM dans l'institution scolaire. Mathieu Jeandron, Directeur du Numérique pour l'Éducation au ministère autorise à travers une lettre adressée aux Délégués Académiques du Numérique (DAN) la connexion des annuaires de l'institution avec les services Google !¹

Comme indiqué dans l'article du Café Pédagogique, « *L'enjeu, ce sont les données des élèves. Les entreprises auront accès aux annuaires des établissements et aux informations nominatives sur les élèves et les enseignants. Elles pourront suivre les déplacements et redoublements des uns et des*

autres, voir ce que le professeur X utilise comme ressource ou ce que fait l'élève Y. Ces données seront une manne pour le ciblage publicitaire ou pour revendre des informations à des partenaires ». L'objectif sous-jacent est de développer des « pédagogies » inscrites dans une volonté de profit, de produire de futurs consommateurs de produits. Cette tendance est déjà hélas largement à l'œuvre dans de nombreux pays du monde. Lire à ce sujet l'excellent article de Natasha Singer « How google took over the classroom » dans le New York Times ².

Si ce courriel du Directeur du Numérique pour l'Éducation devait devenir une circulaire, ce serait, après l'accord Microsoft⁵, une ouverture grave de l'éducation aux marchés et un abandon coupable de la protection que l'État doit à ses citoyens.⁶

Nous assistons actuellement, à l'échelle mondiale, à la substitution des financements publics (nationaux et internationaux) par des financements issus de partenariats confiés à des sociétés privées qui ont plus des objectifs de profit que des visées d'éducation de la population. La tentative globale d'inclure l'éducation dans la sphère des rapports marchands n'est pas nouvelle. Mais l'irruption du « numérique » a fait entrer ce processus dans une nouvelle ère. Elle ne vise plus seulement l'enseignement en tant qu'activité de service mais massivement les ressources et contenus éducatifs en tant que « produits pédagogiques ». Ceci inclut des « modèles d'éducation » dont nous savons qu'ils ne sont pas neutres et plus dramatiquement encore la collecte et la privatisation de données précieuses à exploiter !

Selon les principes de l'appel des réseaux internationaux contre la marchandisation de l'éducation « L'État doit garantir que l'éducation ne soit pas instrumentalisée par les acteurs économiques et que soient appliqués les principes soutenant la démocratie tels que les principes de transparence, participation et responsabilité. »

En analysant cette nouvelle orientation politique du ministère de l'éducation nationale français sous le prisme de ces trois principes nous constatons que le processus marchand à l'œuvre est en contradiction avec l'idéal démocratique que nous défendons.

Transparence

L'ouverture au GAFAM contredit l'idéal de transparence de par le flou concernant l'utilisation des données des élèves et des enseignant.e.s par les groupes numériques. La récolte des données est une arme économique majeure. Cette récolte est stockée hors des frontières de collecte, posant la question majeure de la souveraineté des données. Les informations récoltées peuvent ensuite être vendues ou échangées dans une totale opacité pour les citoyen.ne.s. En laissant les GAFAM s'immiscer dans les pratiques des élèves dès le plus jeune âge, ces grands groupes ne les considèrent pas comme des apprenant.e.s mais de futur.e.s consommateurs.trices, l'Etat les rend vulnérables en ne jouant pas son rôle de régulateur.

Participation

Le numérique est et doit demeurer un support, un outil au service d'un projet pédagogique. Il ne faut pas confondre l'outil et la finalité de cet outil. Ce qui prime c'est la relation pédagogique, la construction du savoir par les élèves, la formation des enseignant.e.s, des acteurs.trices socio-éducatif.ve.s mais aussi la relation que les élèves créent avec les outils numériques en dehors de l'asservissement.

Les usages numériques transforment profondément les pratiques pédagogiques. Or, nous devons nous réappropriés ces outils, ces données pour en faire un bien commun accessible à tous et toutes.

Responsabilité

L'approche du numérique portée par les GAFAM met en péril une appropriation émancipatrice de ces outils par les citoyen.ne.s. Le numérique est envisagé comme un espace réservé aux expert.e.s et le grand public ne se considère pas armé pour comprendre, analyser les enjeux actuels. La responsabilité de l'État est d'offrir un cadre de régulation, de protéger les citoyen.nes, d'introduire une réflexion critique.

Dans ce contexte international, nous militons pour la prise en compte dans le débat public (national, européen et mondial) des sujets liés au numérique comme objets intégralement politiques, sociétaux et philosophiques. Nous soutenons que le rôle des États est d'encourager et garantir les services, les logiciels et les écosystèmes qui donnent aux individus une capacité de critique, de conserver et d'accroître leur souveraineté numérique individuelle. Il est urgent d'informer les citoyen.ne.s sur les dérives en cours, réintroduire une critique de la question numérique par la formation et de sensibiliser à l'usage des logiciels libres, des services en ligne loyaux, décentralisés, éthiques et solidaires.

1. *Le Directeur du Numérique pour l'Éducation explique que tout ceci s'inscrit dans le cadre d'une charte de confiance décrite comme un «pacte de confiance portant sur l'engagement de la protection de la vie privée des élèves et des enseignants ». Cette charte est certes au travail mais n'existe pas pour le moment, la CNIL interpellait d'ailleurs il y a peu sur l'urgence « Il est temps de mettre un cadre à toutes ces offres économiques » insistant sur le fait que « ce document devait être un outil contraignant (circulaire ou autre), robuste. Sur ce point-là, nous n'avons aucun élément de réponse à ce stade. »³⁴*

Contacts presse

CEMEA France : pascal.gascoin@cemea.asso.fr

Pascal Gascoin, Chargée de mission éducation-numérique

FICEMEA : sonia.chebbi@ficemea.org

Sonia Chebbi, Déléguée permanente de la Ficeméa

1-Voir article du Café Pédagogique, par François Jarraud, 16 mai 2016

2-Voir article de Natasha SINGER dans le New York Times, How google took over the classroom, 13 mai 2017.

3-Pour la CNIL, “la France doit garder la souveraineté de ses données scolaires”, par Céline Authemayou, 26 avril 2017.

4-Communiqué du 22 mai de la CNIL, 23 mai 2017.

5-Voir le texte de l'accord de partenariat entre Microsoft-Ministère de l'Éducation.

6-TV5 Monde : « Éducation nationale, les données scolaires bradées aux GAFAM ? Par Pascal Hérard 21 mai 2017.

Premiers signataires

[PABUL](#)

[ABULEDU-FR](#)

[ACCP \(Espagne\)](#)

[AFUL](#)

[APRIL](#)

[asbl RTA](#) [Association Nationale Scientifique de Jeunes ''Découverte de la Nature'' Algérie.

[CAEB](#)

CASAD-Bénin

[CEDEM](#)

[CEMEA Belgique](#)

CEMEA Burkina Faso

[CEMEA France](#)

CEMEA Russie

[CEMEA Suisse](#)

[CEMÉA Suisse du Tessin](#)

[CEMTI Université Paris 8 Vincennes](#)

[Collectif des travailleur·se·s précaires de l'ESR RITIMO](#)

[CRAP](#)

[Education&Devenir](#)

[EEDF](#)

[FCPE](#)

[FG PEP](#)

[FICEMEA](#)

[FRAMASOFT](#)

[GFEN](#)

Guépier d'Afrique (RD Congo)

Gyerekparadicsom (Hongrie)

[ICEM](#)

[JEVEV ONG](#)

[La Quadrature du Net](#)

[Le Planning](#)

[Le Réseau Ivoirien pour la Promotion de l'Education Pour Tous \(RIP- PT\)](#)

PAPDA (Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif)

[Le réseau RITIMO](#)

UNAFETPCI Union Nationale des Formateurs de l'Enseignement technique et Professionnel de Côte d'Ivoire
